

Rôle de l'intégration régionale dans la lutte contre les changements climatiques en Afrique

Christ Arsène Ouinsou, University of Abomey-Calavi*

Résumé

Biographie : Christ Arsène Ouinsou est Docteur en Science Economique de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC) en République du Bénin. Il est membre du Laboratoire d'Economie Publique (LEP) de l'Université d'Abomey-Calavi où il a obtenu son Doctorat. Auteur et co auteur de près de six articles scientifiques, le champ de recherche de Christ Arsène OUINSOU est plus dans les innovations et ses implications dans le processus du développement économique et social. En effet depuis son Master l'auteur a travaillé sur comment les innovations peuvent affecter la compétitivité des entreprises manufacturières des pays de l'Afrique Subsaharienne. Dans le cadre de sa thèse de doctorat, Christ Arsène Ouinsou a travaillé sur innovations et transformation structurelle des pays de l'Afrique Subsaharienne. L'auteur est un jeune chercheur engagé dans la résolution des problèmes socioéconomiques du monde à travers la recherche scientifique. Ainsi, de plus en plus il travaille sur des questions relatives aux changements climatiques, l'instabilité politique et l'inclusion sociale. L'auteur a étudié au Cameroun où il obtient Master 2 en Economie Appliquée option Economie Industrielle et en Italie à l'Université de Sapienza dans le cadre de sa thèse de Doctorat.

Biography: Christ Arsène Ouinsou holds a PhD in Economics from the University of Abomey-Calavi (UAC) in the Republic of Benin. He is a member of the Laboratoire d'Economie Publique (LEP) at the Université d'Abomey-Calavi, where he obtained his doctorate. Author and co-author of nearly six scientific articles, Christ Arsène OUINSOU's field of research focuses on innovations and their implications for the economic and social development process. Since completing his Master's degree, the author has worked on how innovations can affect the competitiveness of manufacturing companies in Sub-Saharan African countries. For his doctoral thesis, Christ Arsène Ouinsou worked on innovations and structural transformation in Sub-Saharan African countries. The author is a young researcher committed to solving the world's socio-economic problems through scientific research. Increasingly, he is working on issues relating to climate change, political instability and social inclusion. The author studied in Cameroon, where he obtained a Master 2 in Applied Economics with a major in Industrial Economics, and in Italy at the University of Sapienza for his doctoral thesis.

L'objectif de cette réflexion est d'analyser le rôle de l'intégration régionale dans la lutte contre les changements climatiques dans les pays de l'Afrique. Le travail montre que l'intégration régionale peut être un instrument efficace pour l'harmonisation des mesures climatiques et la gestion des changements climatiques des zones frontalières, et un instrument de coordination et de mobilisation des financements verts. Ainsi, les communautés économiques régionales peuvent constituer des centres efficaces de décision des mesures de lutte contre les changements climatiques. Il est donc important que les unions régionales développent des projets ou programmes de lutte contre les changements climatiques d'envergure régionale.

Mots clés : Intégration régionale, Changement climatique, gestion climatique.

Abstract

The aim of this paper is to analyze the role of regional integration in the fight against climate change in African countries. The work shows that regional integration can be an effective instrument for harmonizing climate measures and managing climate change in border areas, and an instrument for coordinating and mobilizing green financing. In this way, regional economic communities can become effective decision-making centers for measures to combat climate change. It is therefore important for regional unions to develop projects or programs to combat climate change on a regional scale.

Keywords: Regional integration, climate change, climate management.

Introduction

La gouvernance climatique met aujourd'hui l'accent sur deux centres de décisions dans la lutte contre les changements climatiques à savoir; (i) le national où les États développent leurs propres stratégies, et (ii) au niveau international par la mise en place des conventions auxquelles les États adhèrent (CCNUCC, 1992; UNICEF, 2020; Luomi, 2020). Pourtant, les communautés économiques et régionales, qui sont des regroupements régionaux d'États (UA, 2022), peuvent aussi constituer un centre de décision efficace dans la lutte contre les changements climatiques dans les économies. En effet, la plupart des pays du monde appartiennent à des communautés économiques et régionales. En Afrique, il y a la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO, la Communauté Économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), le Marché Commun des Etats de l'Afrique du Sud-Est, (COMESA), Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (EAC), l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et l'Union du Maghreb Arabe (UMA). Ces différentes communautés qui affectent la performance économique des États en termes de croissance économique, de performance commerciale, de réduction du chômage et de résilience aux chocs (Pomerlyan & Belitski, 2023; Ndinga, 2022; Ejones, Agbola, & Mahmood, 2021) peuvent également jouer un rôle important dans la lutte contre les changements climatiques en Afrique.

Le choix de l'Afrique comme zone d'étude se justifie par le fait que ce continent subit plus les conséquences des changements climatiques dans le monde malgré sa faible contribution aux émissions mondiales de gaz à effet de serre. Ainsi, on assiste à un réchauffement à un rythme plus rapide que le réchauffement de +0,2 °C/décennie observé sur la période 1961-1990; l'aggravation de la sécheresse en Afrique de l'Est qui a coûté la vie à plus d'un demi-million de personnes et causé des pertes économiques supérieures à 70 milliards de dollars; l'élévation du niveau de mer le long des côtes africaines de façon plus rapide que le rythme moyen mondial; ainsi qu'à un stress hydrique marqué qui touche environ 250 millions de personnes sur le continent (WMO, 2021). Ces conséquences rendent la lutte contre les changements climatiques sur le continent

urgente. Dans cette lutte, les communautés économiques régionales peuvent jouer un rôle important. Pourtant, les travaux empiriques (Pomerlyan & Belitski, 2023; Ndinga, 2022; Ejones, Agbola, & Mahmood, 2021; Mignamissi, 2018) réalisés sur l'intégration régionale notamment en Afrique sont restés silencieux sur cet aspect. Or, le continent africain contient huit (08) communautés économiques régionales (UA, 2019) ce qui offre la possibilité d'analyser le rôle de ces communautés dans les politiques environnementales au niveau régional.

Comment l'intégration régionale peut-elle être un instrument pour la lutte contre les changements climatiques en Afrique ? L'objectif de cette réflexion est d'analyser le rôle de l'intégration régionale dans la lutte contre les changements climatiques dans les pays de l'Afrique afin de mieux faire face aux changements climatiques par la mise en place de mesures régionales.

Ce manuscrit est organisé comme suit. La section suivante présente le cadre conceptuel et les opportunités qu'offre l'intégration régionale dans la gestion des changements climatiques. La dernière section conclut. Le principal résultat de cette réflexion est que l'intégration régionale peut constituer un instrument de lutte contre les changements climatiques en Afrique par l'harmonisation des mesures climatiques, la gestion commune des changements climatiques des zones frontalières, ainsi que par la mobilisation et la coordination des financements verts.

Opportunités d'intégration régionale pour la gestion des changements climatiques

Suivant les travaux séminaux de Balassa (1961) et de Cooper et Massel (1965), on peut déduire quatre avantages de l'intégration régionale; *(i)* les gains en termes d'économie d'échelle et changements technologiques, *(ii)* l'impact positif sur la structure des marchés et de la concurrence, *(iii)* la réduction du risque et de l'incertitude dans les activités d'investissement et *(iv)* la croissance de la productivité. En plus de ces avantages qui sont majoritairement d'ordre économique, les communautés régionales exercent aussi des influences sur les plans socio-politiques des États membres de

telle sorte que plus les États sont intégrés, plus il leur est difficile de choisir une autre option que préconisée par la communauté régionale même si cette dernière procure un gain élevé (Mahoney, 2000). Ces influences des communautés régionales affectent les politiques environnementales des États (Panagariya & Suthiwart-Narueput, 1997) et peuvent aussi les aider à mieux faire face aux changements climatiques.

L'intégration régionale comme instrument efficace pour l'harmonisation des mesures climatiques et la gestion des changements climatiques des zones frontalières

Les pays membres des communautés économiques et régionales partagent souvent certaines réalités culturelles, historiques, linguistiques et géographiques qui, selon Granovetter (1973), les lient fortement. Ces similarités géographiques, même si la taille des territoires diffère, peuvent servir d'instrument pour harmoniser les stratégies d'adaptation aux changements climatiques. Les communautés économiques régionales peuvent être aussi des centres de décisions efficaces dans la définition et l'harmonisation des mesures fiscales et techniques relatives aux changements climatiques, et des lois de protection de l'environnement (Jain et al., 2021). L'intégration régionale peut ainsi être un instrument efficace pour la lutte contre les changements climatiques dans les zones frontalières.

Les zones frontalières présentent la particularité de partager, en plus des caractéristiques culturelles et linguistiques, des infrastructures économiques (OCDE, 2020). La lutte contre les changements climatiques dans ces zones nécessite des interventions coordonnées entre les États pour éviter les externalités négatives qu'auraient engendrées les actions d'aménagement de l'un des pays. Il serait alors plus coûteux pour les États de participer à tous les projets de lutte contre les changements climatiques de toutes leurs zones frontalières. En cela, des mesures régionales seraient plus efficaces et bénéfiques pour les pays qui sont intégrés de manière forte.

Intégration régionale instrument de coordination facile et de mobilisation des financements verts

Les conventions internationales en matière de changements climatiques ont facilité la mise en place de fonds qui peuvent appuyer les pays dans leur stratégie de lutte contre les changements climatiques. On peut citer à cet effet entre autres le Fond pour l'Environnement Mondial (FEM) servant à financer la croissance verte (Watson & Schalatek, 2021) ; le Fond Vert pour le Climat (FVC) de la Convention-Cadre des Nations Unies pour les Changements Climatiques (CCNUCC), ainsi que le Fond pour l'Adaptation (FA) désormais mandaté pour servir les Accords de Paris. Ces différents fonds sont destinés à appuyer les pays en développement dans leur stratégie de lutte contre les changements climatiques. Dès lors que ces fonds verts financent des projets et programmes régionaux, leur mise à disposition des communautés régionales pourrait être facilitée ainsi que leur suivi.

Les communautés régionales peuvent également constituer un outil de mobilisation des ressources financières pour la lutte contre les changements climatiques dans les économies. A cet effet, il serait plus facile pour les États-membres de communautés régionales de mettre en place des fonds verts partagés entre États-membres qui seront financés par des prélèvements sur les échanges intra régionaux.

Conclusion

L'objectif de cette réflexion est d'analyser le rôle de l'intégration régionale dans la gestion des changements climatiques en Afrique. Partant des avantages classiques de l'intégration régionale, l'étude présente les opportunités que constitue l'intégration régionale pour la gestion des changements climatiques en Afrique. Il ressort des différentes analyses que l'intégration régionale peut constituer un instrument de lutte contre les changements climatiques en Afrique principalement par l'harmonisation des mesures climatiques et la gestion commune des changements climatiques des zones frontalières. Il ressort aussi que l'intégration régionale peut faciliter la coordination des financements verts issus des conventions sur les changements climatiques, et peut également être un instrument dans la mobilisation du financement vert dans les pays de l'Afrique. Ainsi, les communautés économiques régionales peuvent constituer des centres efficaces de décision concernant les mesures de lutte contre

les changements climatiques. Il est donc important que les unions régionales développent des projets et programmes de lutte contre les changements climatiques d'envergure régionale.

Références

- Balassa, B. (1961). The Theory of Economic Integration. *Richard D. Irwin, Homewood*, 304.
- CCNUCC. (1992). Covention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques *Document des Nations Unies*, 2.
- Cooper, C. A., & Massell, B. F. (1965). Toward a general theory of customs union for developing countries. *The Journal of Political Economy*, 73 (5), 461-476.
- Ejones, F., Agbola, F., & Mahmood, A. (2021). Regional Integration and Economic Growth: New Empirical Evidence from the East African Community. *The International Trade Journal*, 1-26. doi:10.1080/08853908.2021.1880990
- Granovetter, M. (1973). The strength of weak ties. *American Journal of Sociology*, 78(6), 1360-1380.
- Jain, P., Rakshit, B., Raina, B., & Bardhan, S. (2021). Regional integration and environmental sustainability during the COVID-19 pandemic: Evidence from South Asia. *International Social Science Journal*(Special Issue), 1-19. doi:10.1111/issj.12291
- Luomi, M. (2020). La gouvernance mondiale des changements climatiques: En quête d'efficacité et d'universalité. *International Institute for Sustainable Development, Earth Negotiation Bulletin*, 6, 1-13.
- Mahoney, J. (2000). Path dependence in historical sociology *Theory and Society*. 29, 507–548.
- Mignamissi, D. (2018). Monnaie unique et intégration par le marché en Afrique: le cas de la CEEAC et de la CEDEAO. *African Development Review*, 30(1), 71–85. doi:10.1111/1467-8268.12313
- Ndinga, M. M. A. (2022). L'intégration régionale est-elle un instrument de résilience pour les pays de la CEMAC ? *Brief Policy, fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI)* (237), 1-12.
- OCDE. (2020). Villes frontalières & changement climatique. *Guide pratique sur les leviers juridiques et financiers*, 1-137.
- Panagariya, A., & Suthiwart-Narueput, S. (1997). Regional integration and the environment. *Environment and*

Development Economics, 2(1), 5-18.
doi:10.1017/S1355770X97000090

- Pomerlyan, E., & Belitski, M. (2023). Regional integration and economic performance: evidence from the Eurasian Economic Union. *Eurasian Geography and Economics*, 1-30. doi:10.1080/15387216.2022.2163414
- UA. (2019). Rapport sur l'état de l'intégration régionale en Afrique (pp. 1-13): Banque Africaine du Développement
- UA. (2022). *Guide de l' Union Africaine 2022*. Document de l'Union Africaine
- UNICEF. (2020). Qu'est-ce que la gouvernance climatique ? *Document de UNICEF*. pp 1-132
- Watson, C., & Schalatek, L. (2021). Architecture du financement climatique mondial *Rapport de Climate Funds Update*.
- WMO. (2021). State of the Climate in Africa 2021 (pp. 1-52): World Meteorological Organization.